

Les racines arides travaillent les déserts

Albert Jacquard

Number 13, Winter 1981–1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/15363ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions Triptyque

ISSN

0225-1582 (print)

1920-9363 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Jacquard, A. (1981). Les racines arides travaillent les déserts. *Moebius*, (13), 51–60.

Les racines arides travaillent les déserts

En ce matin d'automne de 1981, M. Harweilli, Président-directeur général du Crédit Suisse, était triste. Le temps était pourtant splendide; depuis les fenêtres de son bureau, au sixième étage de la Place Bel-Air, au centre de Genève, il distinguait dans une légère brume les monts du Jura déjà couverts de neige; à sa droite le lac étalait un bleu de carte postale; le jet d'eau jaillissant à l'extrémité de la jetée du port atteignait la hauteur réglementaire; à ses pieds les eaux du Rhône bondissaient dans le canal de l'usine électrique après avoir sagement fourni quelques précieux kilowatt-heures; dans tous les bureaux de l'immense immeuble de marbre et de verre, orgueil de l'état-major de la banque, les employés travaillaient avec conscience, sinon avec rapidité, satisfaits de leur salaires, comblés par le sentiment de leur importance dans l'organisme complexe qu'ils servaient. Tout était en ordre. Mais M. Harweilli était triste.

Après une nuit pourtant tranquille, il avait, en se rasant, senti un horrible doute s'installer dans son esprit. Il était incapable de reconstituer le cheminement complexe de ses réflexions; ce qui était sûr c'est qu'elles avaient abouti à cette idée inattendue, qui le minait. Impossible d'en retrouver l'origine, mais l'idée était là, telle une araignée diabolique qui lui aurait sucé le cerveau. Il en avait honte comme de ces visions obscènes qui prenaient possession de lui, dans sa jeunesse. Il savait alors comment s'en débarrasser; un peu de natation ou de course à pied suffisait. Mais il sentait que, cette fois, le mal était plus profond; le sport serait sans effet sur une telle obsession.

M. Harweilli, P.D.G. du Crédit Suisse, doutait de l'utilité de la Banque. Il se demandait si vraiment elle favorisait le bonheur de l'Humanité.

La veille, il avait eu à décrire au Conseil d'administration la situation inconfortable du Crédit Suisse: par centaines, chaque jour, Italiens, Français, et même Allemands, sans compter les fonctionnaires de toutes les nationalités de l'ONU, de l'OMS ou du BIT, venaient déposer des sommes considérables dans leurs comptes «à numéro»; même l'instauration d'un taux d'intérêt négatif, fognant lentement leurs dépôts, n'avait pas suffi à les décourager. Cet argent, pour

jouer son rôle, le Crédit Suisse se devait de le faire fructifier en le prêtant à un taux aussi confortable que possible; mais à qui? Ou bien les gens sont riches, ou bien ils sont pauvres. Dans le premier cas, ils n'ont pas besoin de l'argent des banques, la crise ne les incitant guère à prendre des risques en se lançant dans de grands projets; dans le second, ils sont prêts à emprunter tout ce que les banques voudront bien leur prêter, mais comment faire confiance à des personnes évidemment insolvables, qui paieraient les premières échéances d'intérêt, mais ne rembourseraient jamais le capital? M. Harweilli, en banquier sérieux, était conscient de la nécessité de ne prêter qu'aux riches.

Mais alors... Le sentiment d'un cercle vicieux qui condamnait les misérables à la misère, et, ce qui est pire, les banquiers à l'inaction, avait peu à peu grandi en lui; quelque chose, quelque part n'était pas «en ordre» dans la vaste organisation de la société, «cette Société occidentale qui a su développer un merveilleux progrès technique, grâce auquel les valeurs les plus hautes de la Civilisation ont apporté à tous les bienfaits qui..., que..., dont...»; cette splendide envolée de son discours à la récente Assemblée générale des Propriétaires du Grand Sacconex, dont il était le Président, cette grandiose affirmation, il n'y croyait plus.

Il en avait honte comme si son médecin lui avait annoncé qu'il était porteur de tréponème, ou si le directeur de l'école lui avait appris que son fils avait été surpris lisant l'*Humanité*.

Accablé, il quitta la fenêtre, le paysage familier, rassurant, et retourna à son bureau faire son devoir, lire la presse financière.

Le très sérieux et très sévère *World Economy Journal*, soucieux de montrer son ouverture aux idées neuves (à condition toutefois qu'elles ne soient pas trop imprégnées de marxisme) avait ouvert ce mois-là ses colonnes à un brillant économiste français, Jacques Drauq, énarque et polytechnicien comme il se doit, qui savait développer sans vergogne les sophismes les plus éhontés, pourvu que la rigueur apparente du raisonnement soit respectée. D'après divers bruits, on l'avait aperçu, certains soirs de Mai 68, rue Gay-Lussac, lançant quelques pavés sur les CRS. Mais cette fréquentation du diable était déjà lointaine; il entretenait soigneusement ce soupçon qui lui donnait

l'auréole sulfureuse des anciens combattants de la seule révolution dont, disait-il, le nombre des victimes ait été négatif (il avait calculé que le manque d'essence au cours des Glorieuses du Quartier Latin, avait économisé 152 morts et 632 blessés, tribut ordinaire des week-ends sur les routes). Conseiller plus ou moins occulte de quelques leaders politiques, il personnifiait la «science économique» dans ses aspects les plus ésotériques.

Dans son article du *W.E.J.*, Jacques Draug partait d'une évidence: la richesse des nations est faite de leurs ressources en matières premières rares; les milliards d'hydrocarbures enfouies sous les sables d'Arabie enrichissent le nomade du désert bien avant d'être exploitées. Mais la notion de matière première ne doit pas être stupidement limitée aux biens concrets, pesants, catalogués dans les mercuriales; il faut envisager tous les «biens» dont nous ressentons le besoin. Or de quoi a le plus besoin le parisien ou le new-yorkais se précipitant dans le métro pour rentrer chez lui à la sortie du bureau? Bien évidemment d'espace et de temps. Que ne donnerait-il pas pour disposer de quelques hectares de landes inhabitées, de quelques heures sans programme? L'espace et le temps étant recherchés, sont des «biens» économiques ayant une «valeur» au même titre que l'or, les tableaux de maîtres, le pétrole ou la peau satinée des femmes vénales. Encore faut-il qu'ils puissent être appropriés, échangés. Pour l'espace pas de problème, mais pour le temps?

Tout le raisonnement astucieux (sinon génial) de Jacques Draug reposait sur le rappel d'un phénomène fondamental, découvert durant la guerre 1939-45, mais complètement oublié depuis: le temps peut être mis en carte. Une conspiration du silence a été observée à ce sujet, si bien que la plupart de nos contemporains ignorent cette propriété étrange de la durée; ce silence a cependant été rompu par un historien dont la compétence et la bonne foi ne sauraient être mis en doute, un expert respecté de tous les spécialistes sérieux, Marcel Aymé. Dans un chapitre intitulé «La Carte du Temps» d'un des ouvrages qu'il a consacré à cette période, cet auteur nous expose comment, vers 1942, les occupants allemands avaient constaté que l'entretien 30 ou 31 jours par mois de millions de personnes inutiles constituait un fardeau préjudiciable à l'effort de guerre. Ils avaient distribué à tous les occupés des cartes de temps dont le nombre de tickets était variable selon l'intérêt de leur activité: 31 jours pour les mineurs, les cheminots,

les prostituées ou les cultivateurs, 15 jours seulement pour les hommes politiques et les professeurs d'Université, et 2 jours pour les écrivains et les artistes. En historien précis Marcel Aymé rapporte les conséquences de cette expérience: très rapidement un marché noir des tickets de temps se mit en place; certains trafiquants, ayant acheté les cartes de quelques pauvres hères, vivaient 130 ou 140 jours par mois, ce qui leur permettait d'utiliser leur surplus d'argent à faire d'innombrables «gueuletons» dans les restaurants chers; d'autres entretenaient plusieurs ménages intercalés dans leur mois de longue durée. Les désordres qui s'ensuivirent furent tels que l'expérience fut bientôt abandonnée.

Retenons-en, disait Jacques Drauq, que le temps peut faire l'objet d'échanges, qu'il est un «bien» économique, qu'il a une valeur.

Poursuivant son raisonnement, il recherchait quels pays possèdent de ces deux richesses, l'espace et le temps, les réserves les plus importantes. Les régions où les kilomètres carrés sont disponibles par millions sont nombreuses, mais celles où les citoyens ont le sentiment d'avoir du temps à perdre, donc éventuellement à vendre, si on leur proposait de le leur acheter, sont beaucoup plus rares. Ayant mobilisé un puissant ordinateur, fourni à celui-ci des milliers de paramètres géographiques, démographiques, sociologiques, psychologiques, sans compter de multiples informations qu'il gardait soigneusement secrètes, Jacques Drauq dressait tout d'abord la liste des pays les plus pauvres, c'est à dire où les réserves de ces deux richesses sont les moins abondantes: le Japon, la Hollande, l'Allemagne, la France,... La plupart des pays «développés», si fiers de figurer dans le peloton de tête lorsqu'il s'agit du Revenu national brut, se retrouvaient parmi les plus misérables, tous à peu près à égalité dans le dénuement. A l'autre extrémité, la liste des plus riches était beaucoup plus dispersée; le Groënland ou la Bolivie, par exemple, était assez bien placés, mais trois pays tenaient la tête, distançant largement tous les autres: Mauritanie, Mali et Niger. Voilà, disait en conclusion Jacques Drauq, les pays qui possèdent les plus fabuleuses réserves des biens dont les hommes ont le plus grand besoin, dont la valeur ne peut donc que s'accroître; Nouackchott, Bamako et Niamey, voilà les capitales des Eldorados de l'avenir!

* * *

D'abord ennuyé, M. Harweilli avait senti son intérêt grandir peu à peu; la conclusion fut une véritable illumination. Enfin le monde redevenait cohérent, agencé comme une montre où chaque pièce joue son rôle; ses doutes de la matinée étaient sans objet; il y avait quelque part des «riches» qui, inconscients de leur richesse, étaient prêts à contracter des emprunts, et à qui, en toute rigueur, un banquier pouvait faire des prêts. La veille, justement, on avait évoqué au Conseil d'administration une demande présentée par la municipalité de Bamako, 10 millions de francs suisses pour la construction de dispensaires et pour des adductions d'eau; naturellement la réponse avait été négative; au nom de quoi irait-on prêter l'argent des clients du Crédit Suisse à des misérables si évidemment insolvable? Mais voici que ces misérables, sans le savoir encore, étaient détenteurs d'une fabuleuse richesse! Il ne pouvait être question de mettre en doute les conclusions d'un article aussi savamment argumenté, basé sur les innombrables opérations d'un calculateur ultramoderne, publié dans la plus sérieuse des revues américaines spécialisées. Rajeuni de 20 ans, M. Harweilli sentit qu'il allait pouvoir réussir un merveilleux coup bancaire, mais il fallait faire vite, devancer la Société de Banque Suisse et L'Union des Banques Suisses qui n'allaient pas tarder à suivre la même piste.

— Mademoiselle, retrouvez d'urgence la lettre envoyée à la municipalité de Bamako, celle que j'ai signée hier soir; elle doit être encore au service du courrier, apportez-la.

— Mademoiselle, appelez le Consul de Suisse au Mali.

— Mademoiselle, retenez une place dans le premier avion allant à Bamako, naturellement en première classe. Le Paris-Bamako fait escale aujourd'hui à Cointrin? C'est parfait.

— Ma chérie, je suis obligé de partir; tu m'excuseras auprès de nos invités; où je vais? au Mali; mais non ce n'est pas en Asie, tu confonds avec la Malaisie; c'est au centre de l'Afrique, quelque part, je crois, au bord d'un grand fleuve; tu regarderas dans l'Atlas. Non, je n'ai pas le temps de passer à la maison, l'avion part dans une heure. Je reviens dans quelques jours.

* * *

L'aéroport de Bamako-Senou, inauguré depuis peu

à grand renfort de discours, présentait son aspect habituel des fins de journée torrides. Le magnifique système de conditionnement ultra-moderne était arrêté depuis quelques semaines: personne ne savait quel bouton tourner pour régler l'arrivée d'eau; les rayons du bar, en merveilleux acajou massif importé de Côte d'Ivoire via Marseille, n'étaient occupés que par quelques bouteilles vides, et de nombreuses mouches mortes. Affalés dans les fauteuils, une vingtaine de voyageurs plus ou moins en perdition entre deux correspondances avaient renoncé à lutter pour obtenir une boisson quelconque et attendaient, résignés. L'arrivée de l'avion de Paris provoqua l'habituel remue-ménage; klaxonnant sans nécessité, se dépassant dans un désordre délibéré, une centaine de voitures accouraient de Bamako; certaines, impeccables, n'étaient occupées que par un personnage officiel et son chauffeur; d'autres poussiéreuses, bosselées, surchargées, amenaient des cargaisons de curieux jamais lassés du spectacle de l'arrivée et du départ d'un avion.

Le caviar, le foie gras et le champagne de la «First Class» avaient transformé en euphorie l'enthousiasme initial de M. Harweilli. Mettant le pied sur la première marche de la passerelle, il avait le sentiment à la fois d'apporter le bonheur au peuple malien et d'assurer la prospérité du Crédit Suisse. Cette euphorie était si profonde que les petits désagréments de la première prise de contact l'entamèrent à peine; la chaleur, si lourde après cinq heures d'air conditionné, les manières rudes des douaniers peu respectueux de son allure de Président, l'insistance des porteurs occasionnels lui arrachant des mains son attaché-case, l'absence de tout envoyé du Consul de Suisse, tout cela était insignifiant, tant il ressentait d'orgueil à être le seul passager conscient de pénétrer dans le pays le plus riche du monde; il se comparait intérieurement à un chercheur d'or débarquant en Californie en 1848, seul à connaître la découverte des premières pépites. Tous ces noirs haillonneux étaient possesseurs d'une fortune potentielle, en espace et en temps, évaluée à 22 millions de dollars par personne, selon les calculs savants de Jacques Drauq. Jamais, même dans les soirées réunissant les membres des Conseils d'Administration des principales banques helvétiques, M. Harweilli n'avait été entouré de personnes cumulant un tel patrimoine; il en était tout ébloui. C'est avec une certaine hésitation qu'il mit dans la main du jeune garçon

qui lui avait amené un taxi un billet de 5.000 francs maliens, somme bien dérisoire pour un homme aussi fortuné, mais que ce milliardaire inconscient accueillit avec stupéfaction et plaisir.

Les rêveries de M. Harweilli, de la fenêtre de sa chambre d'hôtel ouverte sur le Niger, immense, s'étalant librement entre ses rives imprécises, avaient une toute autre tonalité que celles du matin, face au Rhône étriqué, emprisonné entre des quais de granit. La douceur de l'air, les cris, les chants, les rires montant des groupes en promenade au bord du fleuve, l'engourdissaient dans un bien-être qui lui faisait oublier la raison de sa présence à Bamako; il lui suffisait d'être là, et d'en ressentir tant de plaisir intérieur. Il s'endormit sans projet.

* * *

Au réveil, fort heureusement, il était redevenu plus suisse que malien et ne perdit aucune précieuse minute en rêvasserie poétique. Quelques appels téléphoniques, quelques pourboires généreux, une intervention du Consul, et il était dans le bureau du Maire de la ville étonné de cette visite, alors qu'aucune réponse n'avait été donnée à sa demande de crédits pour les dispensaires et les adductions d'eau, auxquels il tenait tant, le Maire s'appêtait à négocier une diminution du montant; avec cinq millions de francs suisses il aurait pu déjà faire des choses utiles; mais son étonnement devint vite de la stupéfaction.

«Le Crédit Suisse, Monsieur le Maire, n'est guère intéressé par un prêt de dix millions de F.S. Notre ambition est d'aider les peuples du tiers-monde à accéder aux bienfaits de la civilisation européenne. Pour cela, il leur faut des capitaux, beaucoup de capitaux; nous sommes là pour les fournir. Vous avez certainement des projets plus grandioses que cette adduction d'eau et ces dispensaires; ne pourrait-on installer le tout-à-l'égout dans la ville et les cités voisines, construire un hôpital de 2000 lits, organiser la collecte des ordures ménagères, aménager au bord du fleuve une piscine olympique, édifier un stade pour 100.000 spectateurs, transformer en parc paysager les rives du Niger jusqu'aux chutes de Koulikoro (M. Harweilli avait lu attentivement les notices touristiques remises par les hôtesses d'Air Mali), moderniser les lycées, ...?» Monsieur le Maire, à mesure de ce discours, voyait sa

ville se transformer, devenir enfin ce que, dans ses rêves les plus fous, il n'avait osé imaginer... «Pour tous ces projets, Monsieur le Maire, un crédit de, disons, un milliard de F.S. devrait permettre un sérieux démarrage; le Crédit Suisse vous les prête, et prêter le reste si cela est nécessaire.»

* * *

Les faits rigoureusement authentiques que nous venons de raconter n'avaient jamais été révélés jusqu'à présent; par contre chacun connaît les événements qui ont suivi et qui ont profondément transformé la ville de Bamako, la République du Mali dans son ensemble et ont eu des répercussions dans l'Afrique tout entière.

Les correspondants des journaux notèrent, au début de 1982, un accroissement soudain de trafic sur les routes menant à Bamako et sur la voie ferrée venant de Dakar. Un convoi de 150 bennes de ramassage des ordures, toutes neuves, ne passa pas inaperçu; 10 trains complets chargés d'énormes tuyaux de fonte firent jaser. Les services économiques des divers Instituts constatèrent un boom des importations maliennes. Par des indiscretions, les experts financiers de l'Union des Banques Suisses, de la Chase Manhattan, et de bien d'autres banques apprirent que le Crédit Suisse avait consenti un prêt fabuleux à la ville de Bamako; on en ignorait le montant; certains parlaient de plusieurs milliards de F.S.; ce qui était certain, en tout cas, était que le Directeur général du Crédit Suisse s'était dérangé en personne pour la circonstance. Ses collègues connaissaient bien M. Harweilli; sa réputation de prudence parfois excessive était bien établie, il n'était pas homme à prendre des risques. Il y avait donc «anguille sous roche», mais quelle anguille? Pétrole, uranium, bauxite? Il était urgent de se mettre sur les rangs pour profiter du pactole.

Le défilé des financiers à Bamako-Senou fut incessant; tous les services ministériels maliens, toutes les municipalités, furent assaillies de propositions alléchantes; une multitude d'études furent commandées à des bureaux d'ingénierie ou d'architecture: ponts sur le fleuve, barrages, autoroutes, stades,... Les ingénieurs envoyés sur place amenaient leurs familles; enthousiasmées par le pays, celles-ci y passaient de longues vacances et invitaient leurs amis. En toute hâte, il fallu construire des hôtels, creuser des piscines, tracer des

routes. Air Mali remplaça sa flotte de vieux DC 3 par une douzaine d'Airbus gros porteurs amenant chaque jour des milliers de touristes jusqu'aux campements touaregs les plus éloignés; le vieux bateau à vapeur qui, depuis si longtemps, descendait et remontait lentement le Niger en se faufilant entre les bancs de sable, fut mis à la casse; des hydroglisseurs, des naviplanes sillonnèrent le fleuve sans relâche, reliant dix fois par jour Bamako à Gao en quelques heures. L'activité fut bientôt telle que les revenus des autorités maliennes leur permirent de régler sans difficulté leurs échéances; jamais le Crédit Suisse n'avait eu de client plus régulier. Et personne ne se demanda plus si l'«anguille» était de la bauxite, de l'uranium ou du pétrole.

Bien sûr quelques difficultés surgirent: les maliens n'avaient guère de goût pour le ramassage de leurs ordures et le balayage des avenues. Heureusement les hauts salaires offerts et l'excellent taux de change (le franc malien avait fait un bond sur toutes les places financières et était devenu une valeur-refuge) attirèrent de nombreux français. Logés, souvent à l'étroit, dans des bidonvilles à l'écart des beaux quartiers, ils acceptaient une vie difficile avec l'espoir de rentrer un jour en France et d'y acheter une maison grâce à leurs économies. Ces ouvriers immigrés sont, à vrai dire, le seul point noir dans le merveilleux développement de la République malienne. Eloignés de leur famille, ayant gardé leurs habitudes étranges, souvent alcooliques, ils sont un facteur de trouble que la police ne peut maîtriser qu'au prix de quelques bavures. Ils sont d'ailleurs méprisés par les gens du pays qui considèrent leur présence comme un moindre mal. Un certain racisme s'est développé, inévitable quand tous les Noirs roulent en voiture et envoient leurs enfants à l'Université, tandis que les Blancs, à l'éducation fort limitée, ne parviennent pas à sortir de leur condition inférieure. Une polémique s'est déroulée récemment dans *Bamako-Soir*: peut-on vraiment attribuer à une infériorité de leur patrimoine génétique les difficultés rencontrées par les Picards et les Bourguignons, alors que les Bambaras et les Sonraïs réussissent si facilement? les psychologues répondent oui; les généticiens non.

Voici donc comment le Mali est devenu, comme chacun sait, une oasis de richesse qui a, peu à peu, entraîné vers l'abondance les pays environnants. Hier des fêtes grandioses ont eu lieu à l'occasion de l'inauguration du «Pont Harweilli», ce pont suspendu

qui, d'une seule volée, fait traverser le Niger à l'autoroute à huit voies conduisant vers le sud. M. Harweilli en personne était présent. Nul n'a compris pourquoi, dans son allocution, il a proposé de donner à l'esplanade prolongeant le pont le nom de «Place Jacques Drauq»; depuis que de nombreuses erreurs ont été découvertes dans ses raisonnements et dans ses calculs, cet économiste est bien tombé dans l'oubli.

Après les cérémonies, j'ai quitté Bamako dans la Citroën DY dernier modèle d'amis touaregs qui rentraient dans leur campement, près de l'Adrar des Iforas. Ils pestaient contre les encombrements et évoquaient avec regret le bon vieux temps des libres promenades à travers la brousse, au rythme lent et régulier des chameaux. Décidément il y aura toujours des mécontents.